



Convention départementale d'assistance ferroviaire lors d'évènements affectant des voyageurs au cours de leur voyage Département d'Eure-et-Loir

ENTRE

LA DIRECTION TERRITORIALE SNCF RÉSEAU CENTRE-VAL DE LOIRE, dont le siège est situé 3B Pierre Gilles de Gennes CS42420 45032 ORLEANS Cedex 1, représentée par Madame Francesca ACETO, Directrice Territoriale Centre Val de Loire de SNCF Réseau, ci-après désignée "SNCF"

ET,

LA PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR, dont le siège est situé Place de la République – CS 80537 - 28019 CHARTRES Cédex, représenté par Monsieur Hervé JONATHAN, Préfet d'Eure-et-Loir, ci-après désignée "la préfecture",

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS D'EURE-ET-LOIR, dont le siège est situé 7 rue Vincent Chevard - 28000 CHARTRES, représenté par Monsieur Christophe LE DORVEN, Président du conseil d'administration, ci-après désigné « SDIS 28 »,

L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE PROTECTION CIVILE D'EURE-ET-LOIR, dont le siège est situé 3, rue de la Mairie - 28700 AUNEAU-FLEURY-SAINT-SYMPHORIEN, représentée par Yoann GORGETTE, président de l'Association Départementale de la Protection Civile d'Eure-Et-Loir, ci-après désignée "ADPC 28",

L'ASSOCIATION DES OEUVRES HOSPITALIÈRES FRANÇAISES DE L'ORDRE DE MALTE dite ORDRE DE MALTE FRANCE, dont le siège social est situé au 42 rue des Volontaires 75015 PARIS, représentée par Monsieur Pierre CHARZAT, Directeur délégué aux Actions de Secours et Soutiens aux Populations de l'association ORDRE DE MALTE FRANCE, ci-après désignée "UDIOM 28",

LA DÉLÉGATION TERRITORIALE D'EURE-ET-LOIR DE LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE, dont le siège est situé 38 avenue d'Orléans 28000 CHARTRES, représentée par Madame Stéphanie GAUTRIN, Présidente de la délégation territoriale, ci-après désignée "CRF 28"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RÉSEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

Sommaire

1. PRÉAMBULE.....	3
2. GLOSSAIRE.....	4
3. OBJET	4
4. CHAMP D'APPLICATION ET PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION.....	5
5. CIRCONSTANCES DU DÉCLENCHEMENT	5
6. PROCÉDURE DE DÉCLENCHEMENT ET DE MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION.....	6
7. AIDES ATTENDUES DES ORGANISMES EXTERNES.....	7
8. CORRESPONDANT LOCAL SNCF - SÉCURITÉ DES INTERVENTIONS DES ORGANISMES EXTÉRIEURS AU SEIN DES EMPRISES FERROVIAIRES	8
9. DISPOSITIONS DIVERSES	9
10. CONFIDENTIALITÉ.....	9
11. PAIEMENT DES FRAIS ENGAGÉS DANS LE CADRE DE LA PRÉSENTE CONVENTION.....	9
12. DURÉE DE LA CONVENTION - RÉSILIATION – RÈGLEMENT DES LITIGES.....	10

ANNEXES

ANNEXE 1 : SCHÉMA DE DÉCLENCHEMENT DE LA DEMANDE D'ASSISTANCE.....	13
ANNEXE 2 : IMPRIMÉ DE CONFIRMATION DE DEMANDE D'ASSISTANCE	14
ANNEXE 3 : RÉPARTITION DES MISSIONS	15
ANNEXE 4 : GRILLE TARIFAIRE DU SDIS 28.....	18
ANNEXE 5 : GRILLE TARIFAIRE DE L'ADPC 28.....	19
ANNEXE 6 : GRILLE TARIFAIRE DE LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE.....	20
ANNEXE 7 : GRILLE TARIFAIRE DE L'UDIOM 28.....	21
ANNEXE 8 : ANNUAIRE.....	22
ANNEXE 9 : SCHÉMA SIMPLIFIÉ DES LIGNES DU PÉRIMÈTRE.....	23

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

1. Préambule

En application de l'article L2111-9, 7° du code des transports, modifié par l'article 172 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019, SNCF Réseau assure des missions transversales nécessaires au bon fonctionnement du système de transport ferroviaire national, au bénéfice de l'ensemble des acteurs de ce système, notamment en matière de gestion de crise.

Conformément à ce même article, SNCF Réseau assure cette mission de coordination de façon transparente et non discriminatoire, au bénéfice de l'ensemble des acteurs de ce système et à l'initiative de chacun d'eux.

On entend par crise ferroviaire tout incident de grande ampleur impactant fortement le fonctionnement la circulation ferroviaire, comportant un fort degré d'incertitude sur le rétablissement de l'exploitation dans des délais courts et un risque d'impact élevé pour la clientèle des entreprises ferroviaires.

La coordination de la gestion de crise par SNCF Réseau comprend trois volets distincts :

- La préparation à la gestion des crises ;
- La coordination opérationnelle (volet Coordination opérationnelle) ;
- L'amélioration continue des deux processus précédents.

La réalisation de ces missions doit tendre vers une efficacité et une réactivité optimale, dans la gestion des situations perturbées.

Notamment, en cas de crise, SNCF Réseau, à travers ses normes de services internes, fixe à **2h00 maximum** le délai pendant lequel les voyageurs peuvent être maintenus dans un train à l'arrêt.

Afin de disposer dans les meilleurs délais des moyens permettant de sécuriser la prise en charge des voyageurs (arrêt prolongé d'un train) ou la mise en œuvre d'un transbordement, d'une évacuation, il peut être nécessaire de faire appel à des organismes extérieurs : associations, services de secours, police, gendarmerie.

De la même manière, il peut être nécessaire, dans ces circonstances, de faire appel à ces organismes extérieurs pour la prise en charge et l'assistance aux voyageurs présents dans les points d'arrêts impactés du département.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

2. Glossaire

AASC	Association Agréée de Sécurité Civile.
ASCT	Agent du Service Commercial Train (“contrôleur”).
BDNPC	Bureau de la Défense Nationale et de la Protection Civile
CIL	Chef d’Incident Local (Responsable SNCF Réseau sur le site de l’événement)
CNO	Centre National des Opérations situé à Paris
CRC	Coordinateur Régional Circulation situé à Tours (rattaché au COGC)
COGC	Centre Opérationnel de Gestion des Circulations, situé à Tours (rattaché à l’EIC)
DTO	Dirigeant Territorial opérationnel
EAS	Équipement Agent Seul (Train avec le seul conducteur présent)
EF	Entreprise ferroviaire
EIC	Établissement Infra Circulation SNCF Réseau chargé de l’exploitation du réseau et de la gestion des trafics
ORSEC	Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
PIMF	Procédure d’Intervention en Milieu Ferroviaire.
PIS	Plan d’Intervention et de Sécurité de SNCF RÉSEAU
RFN	Réseau Ferré National
RO	Responsable de l’Opération d’évacuation ou de transbordement (Responsable de l’EF)
SIDPC	Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

3. Objet

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions de mise en œuvre de l’assistance fournie par les organismes extérieurs signataires de la convention et à préciser leur rôle. Elle vise à assurer au maximum l’efficacité de l’assistance apportée aux voyageurs lors des demandes de SNCF Réseau.

Elle ne se substitue toutefois aucunement aux plans de secours en vigueur (ORSEC, PIS,...).

La finalité est d’apporter, à titre préventif, une assistance aux clients présents à bord des trains ou dans les points d’arrêts et ce afin d’éviter un sur-incident par la présence de personnes sur ou aux abords des voies, présentant un risque fort de heurts par une circulation ferroviaire ou, dans le cas d’un axe routier à proximité, par une circulation autre.

Par conséquent, l’opération de soutien est coordonnée par SNCF Réseau.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RÉSEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

4. Champ d'application et périmètre d'intervention de la convention

La présente convention s'applique sur l'ensemble du territoire du département de l'Eure-et-Loir. Elle concerne l'intervention des organismes extérieurs qui en sont signataires, tant sur les lieux de l'incident que dans les points d'arrêt impactés.

Cette convention peut être mise en œuvre pour tout incident, quelle que soit l'entreprise ferroviaire concernée.

Le périmètre d'intervention de la convention comprend l'ensemble des lignes ferroviaires traversant le département de l'Eure-et-Loir.

5. Circonstances du déclenchement

SNCF Réseau peut être amené, d'entente avec la ou les entreprises ferroviaires (EF) concernées, à solliciter la mise en œuvre de la présente convention à la suite de tout incident ayant pour effet :

- de générer une immobilisation prolongée de voyageurs dans des points d'arrêt et/ou dans des trains en pleine voie ou à quais.
- de générer une immobilisation, même de courte durée, en cas de conditions climatiques particulièrement défavorables (canicule, grand froid, neige ...) et/ou lorsque le confort des clients se trouve très fortement dégradé dans certaines circonstances (défaut d'alimentation électrique à la suite d'incident affectant la caténaire par exemple) et impactant le fonctionnement d'équipements tels que la climatisation, le chauffage, l'éclairage, les toilettes, ...

En telle hypothèse, SNCF Réseau organise d'entente avec les EF concernées :

- soit une intervention technique sur place sur la voie ou sur le train pour permettre la remise en marche de la circulation arrêtée avec l'appui du personnel de l'EF concernée
- soit le secours du train en situation de stationnement prolongé par un autre train ou des locomotives thermiques ;
- soit le transfert des voyageurs dans un autre train, s'il est possible d'approcher du train défaillant (opération dénommée transbordement) ;
- soit le transfert des voyageurs dans des autocars si le train est proche d'un accès routier (opération dénommée évacuation) ;
- soit l'hébergement si aucune autre solution ne peut être mise en œuvre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

6. Procédure de déclenchement et de mise en œuvre des dispositions de la convention

Lorsqu'est décidée la mise en œuvre de la présente convention par SNCF Réseau et les entreprises ferroviaires concernées, le Dirigeant Territorial Opérationnel (DTO) SNCF Réseau territorialement compétent déclenche la présente convention suivant le schéma en annexe 1.

Le principe général est de solliciter en premier lieu la préfecture qui désigne, en fonction des éléments fournis par le DTO, les organismes à solliciter par SNCF RÉSEAU.

Le DTO, après accord de la préfecture, contacte les AASC désignées et/ou le SDIS pour convenir des modalités de l'intervention et des moyens à mettre en œuvre.

Ces modalités d'intervention sont formalisées par le DTO de SNCF Réseau dans l'imprimé de demande d'intervention dont le modèle figure en annexe 2 et transmis par message électronique.

SNCF Réseau pourra à tout moment interrompre la mise en œuvre de l'intervention en cas de reprise de la circulation des trains.

Si une carence des associations de sécurité civile est constatée ou parce que leur délai d'intervention serait trop long en regard de l'analyse de la situation, la préfecture pourra donner son accord pour solliciter le SDIS en complément pour participer aux missions d'assistance et de soutien logistique en demandant une participation financière selon les modalités fixées en annexe 4.

Lorsque le SDIS intervient en complément des AASC, si l'évolution de la situation sur le terrain permet aux seules associations de répondre aux prestations d'assistance demandées et après entente avec le DTO SNCF Réseau, le SDIS pourra alors se désengager en tout ou partie.

Au regard de l'accroissement des contraintes opérationnelles pesant sur le SDIS, il nous importe que soient précisément définies les limites relatives au champ d'application. En somme, le SDIS se réserve le droit de ne pas répondre favorablement à une demande d'activation de la convention exprimée par la SNCF, notamment, en cas de rupture de pacte capacitaire afin de lui permettre de se concentrer sur ses missions propres codifiées à l'article L.1424-2 du Code général des collectivités territoriales (lutte contre l'incendie, soins d'urgence, protection des personnes, des biens et de l'environnement, etc.)

Avant de quitter les lieux, les organismes extérieurs prendront obligatoirement contact avec le correspondant local SNCF qui prendra attachement du début et de la fin d'intervention ainsi que des moyens engagés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RÉSEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

7. Aides attendues des organismes externes

Dès lors que le processus de déclenchement des dispositions de la présente convention est mis en œuvre, l'association signataire qui a été sollicitée et le cas échéant le SDIS assurent, selon le besoin :

- la présence et le soutien auprès des personnes, notamment les personnes les plus vulnérables (enfants en bas âge, personnes âgées, personnes à mobilité réduite ...),
- l'assistance dans les opérations d'évacuation ou de transbordement des voyageurs sous le pilotage du Responsable de l'Opération (RO) de la ou des entreprises ferroviaires concernées,
- le soutien logistique et technique habituellement apporté par ces services (éclairage, couvertures, matériels complémentaires si matériels SNCF insuffisants...),
- la distribution de bouteilles d'eau et boissons chaudes ou le transport, depuis un stock détenu par la ou les entreprises ferroviaires, de bouteilles d'eau, et/ou de plateaux repas,
- l'aide à l'hébergement d'urgence en collaboration avec la préfecture et les maires (fourniture de locaux, lits d'appoint, couvertures, sanitaires...),

Lorsque l'évacuation des voyageurs doit se faire par autocars, si la recherche d'autocars est infructueuse, SNCF Réseau peut solliciter l'appui de la Préfecture en lien avec la Direction Départementale des Territoires.

Par ailleurs, en cas d'évacuation des voyageurs dans des autocars, la préfecture pourra solliciter les services de police ou de gendarmerie qui :

- faciliteront la circulation des autocars sur la voirie proche du lieu de l'incident,
- organiseront l'accès des autocars le plus près possible du lieu de l'évacuation,
- sécuriseront le cheminement des voyageurs depuis leur descente des voitures du train jusqu'au point de stationnement des autocars.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

8. Correspondant local SNCF - Sécurité des interventions des organismes extérieurs au sein des emprises ferroviaires

Sur le site de l'incident, l'ensemble des intervenants externes aura comme interlocuteur unique, avant toute action de leur part, le correspondant local SNCF qui peut être :

- Soit le Chef d'Incident Local (CIL), agent habilité pour l'opération et porteur d'une chasuble orange portant les initiales « CIL »,
- Soit un agent un agent désigné par le DTO Centre Limousin, agent habilité pour l'opération et porteur d'une chasuble orange portant les initiales « SNCF ».

Les renseignements pratiques (nom, qualité, téléphone,) concernant le correspondant local SNCF seront précisés dans la fiche Annexe 2.

En l'attente de l'arrivée sur le terrain des astreintes SNCF, le rôle du CIL est tenu par le Coordinateur Régional Circulation (CRC).

RAPPEL - Sécurité des personnels : Aucune intervention sur la voie ferrée ne peut être faite sans autorisation du CIL ou du COGC



Le correspondant local SNCF fixera le lieu de rendez-vous et les conditions d'accès en toute sécurité aux organismes désignés par la préfecture.

Avant toute intervention sur le domaine ferroviaire, un intervenant externe doit **obtenir l'assurance de pouvoir agir en toute sécurité pour son équipe et pour lui-même**. Cette assurance doit lui être donnée par le correspondant local SNCF, à défaut par son centre de commandement (CORG, CIC, CODIS,...), qu'il obtient auprès du Centre Opérationnel de Gestion des Circulations. Ce dernier communique les mesures de sécurité à respecter.

Tous les intervenants sur le site doivent :

- ✓ porter un gilet réfléchissant ;
- ✓ si possible avoir des chaussures de sécurité ;
- ✓ tant que la circulation des trains est effective, rester à 2 mètres minimum de la voie et à 2,30 m sur les lignes grande vitesse (LGV) ;
- ✓ redoubler de vigilance en cas de neige (étouffement du bruit) ;
- ✓ ne pas s'approcher à moins de 3 mètres d'une caténaire ;
- ✓ ne jamais toucher une caténaire au sol (courant résiduel) ;
- ✓ ne jamais mettre le pied sur un rail

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

9. Dispositions diverses

Les services publics sollicités et les services SNCF s'engagent à respecter les procédures définies dans la présente convention afin d'assurer les missions énoncées.

L'application de la convention donnera lieu si besoin à retour d'expérience entre SNCF RÉSEAU et les services sollicités.

10. Confidentialité

Les parties s'engagent à ne divulguer, en aucun cas, des informations confidentielles qu'elles seraient amenées à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Cet engagement des parties est valable pendant la durée de validité de la présente convention, ainsi qu'à son expiration sans limitation de durée.

11. Paiement des frais engagés dans la cadre de la présente convention

Si l'intervention des bénévoles est à titre gratuit, seuls les moyens engagés font l'objet d'une facturation conformément aux barèmes repris en annexes mais qui pourront être actualisés par les organismes signataires.

SNCF RÉSEAU aura pris soin de notifier sur l'outil DURANDAL (main courante de la gestion d'une crise) l'acceptation du déclenchement de la présente convention par l'EF concernée et la facturation qui en découle.

SNCF RÉSEAU s'engage à fournir les coordonnées de facturation de l'EF concernée.

La facturation des prestations d'assistance s'effectue par l'AASC ou le SDIS qui intervient.

Cette facturation est adressée directement par l'AASC ou le SDIS à l'Entreprise Ferroviaire (EF)

Les coordonnées de facturation (Dénomination sociale, adresse de facturation, numéro SIREN ou SIRET) de l'EF concernée seront précisées sur l'imprimé de l'annexe 2. Les coordonnées du dirigeant d'astreinte de l'EF concernée qui aura validé le déclenchement de la présente convention seront également précisées sur l'imprimé de l'annexe 2.

Aucune facturation n'est à adresser à SNCF Réseau.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RÉSEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

12. Durée de la convention – Résiliation – Règlement des litiges

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature.
Elle est renouvelée par tacite reconduction sous réserve de l'agrément de type B des associations signataires.

Toute modification sur les termes de la convention sera contractualisée par la conclusion d'un avenant signé entre les parties.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis d'une durée de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chaque année, une évaluation des conditions de son application pourra être organisée à la demande de l'une des parties ou après mise en œuvre dans le cadre d'un retour d'expérience afin d'en préciser les termes, de l'adapter et, éventuellement, de la compléter.

Cette évaluation donnera lieu à un compte-rendu signé par les parties.

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, de ses éventuels avenants, modifications et annexes qui n'auront pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront portées devant le tribunal administratif juridiquement compétent.

Fait à Orléans, le

Le Préfet d'Eure-et-Loir,

Hervé JONATHAN

Le Président du conseil d'administration
du Service Départemental d'Incendie
et de Secours d'Eure-et-Loir,

Christophe LE DORVEN

La Présidente de la délégation Territoriale
de la Croix-Rouge Française d'Eure-et-Loir,



Stéphanie GAUTRIN

La Directrice Territoriale
SNCF RÉSEAU Centre-Val de Loire,

Francesca ACETO

Aceto Francesca

Le Président de l'Association Départementale
de la Protection Civile d'Eure-et-Loir,

Yoann GORGETTE

Gorgette Yoann

Directeur délégué aux Actions de
Secours et Soutiens aux Populations
de l'UDIOM d'Eure-et-Loir,

Pierre CHARZAT

Pierre CHARZAT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RÉSEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

ANNEXES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Diffusible SINCÉ RESEAU

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

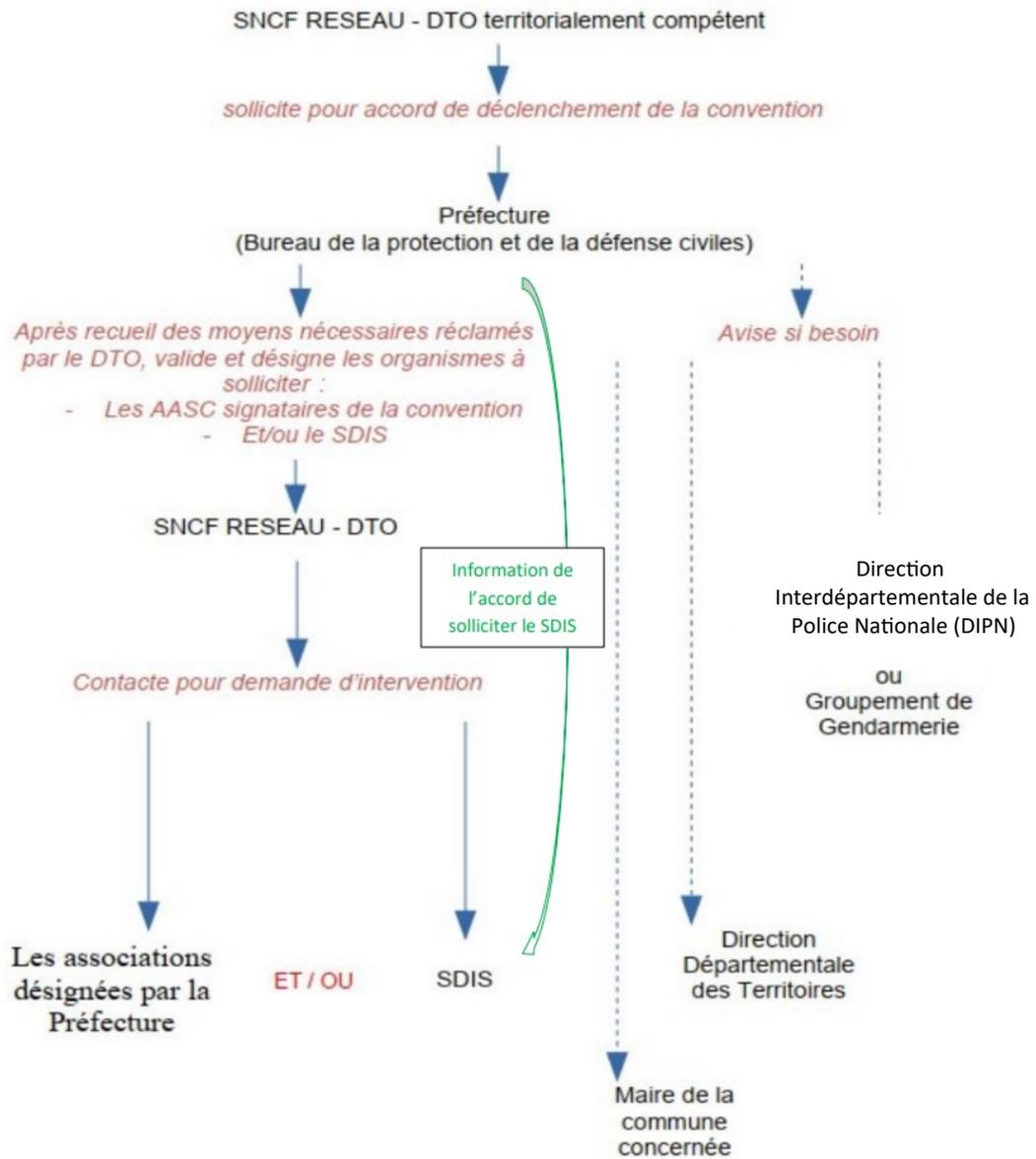
Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Diffusible SNCF RESEAU

Annexe 1 : Schéma de déclenchement de la demande d'assistance SNCF



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

Annexe 2 : Imprimé de confirmation de demande d'assistance

Par la présente, nous vous confirmons la demande de mise en œuvre de la convention entre la Préfecture, SNCF RÉSEAU, le SDIS et/ou les associations de sécurité civile.

Cette fiche doit être transmise par courrier électronique en confirmation de l'appel téléphonique

EXPÉDITEUR	SNCF : DTO Centre-Limousin ou DTO Paris Sud-Est Nom Prénom du DTO : Tel: _____ Mail: _____	
Coordonnées de l'EF (ou autre entité) à qui doit être facturée la prestation N° SIREN ou SIRET		
Nom, fonction et numéro de téléphone du représentant de l'EF ayant validé le déclenchement de la convention		
Nature de l'incident (train en panne, défaut alimentation électrique, incident caténaire, obstruction de voie...)		
Date et heure de l'incident (depuis combien de temps les voyageurs sont arrêtés en pleine voie)		
Nom et coordonnées du correspondant local SNCF		
Lieu précis de l'incident	Point kilométrique SNCF (PK)	
	Commune	
Nombre de voyageurs à bord		
Présence personnes à risque (enfants en bas âge, personnes à mobilité réduite, malades, femmes enceintes...)		
Nature de l'aide demandée :		
La Préfecture représentée par :		
<ul style="list-style-type: none"> - Nom : - Fonction : - Numéro de téléphone : 		
valide le déclenchement de la convention et autorise le DTO à solliciter les organismes suivants :		
Date, heure et signature :		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RÉSEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

Annexe 3 : Répartitions des missions

MISSIONS DE SNCF RÉSEAU

- Après évaluation de la situation (données de l'incident, choix d'une stratégie, durée prévisible de l'arrêt...), SNCF Réseau sollicitera l'application de la présente convention en contactant la préfecture et l'association désignée par celle-ci. SNCF RÉSEAU confirmera par l'envoi de l'imprimé de confirmation de demande d'assistance (annexe 2) par courrier électronique aux différents destinataires.
- Dès son arrivée sur les lieux, le correspondant local SNCF (CIL ou autre cadre SNCF RÉSEAU désigné par le DTO) s'assure que les mesures de protection ont été prises. Dès qu'il en a obtenu l'assurance, il accueille les intervenants en leur apportant toutes précisions utiles pour faciliter leur intervention et devient, à ce titre leur unique interlocuteur et il assure leur éventuelle coordination
- Tout changement de correspondant local SNCF est préalablement porté à la connaissance des intervenants.
- SNCF RÉSEAU tient régulièrement informée la préfecture du déroulement de l'intervention.
- Par ailleurs et pour faciliter l'application de la présente convention, SNCF s'engage à aviser la préfecture du changement des différents numéros de téléphone contenus dans l'annuaire annexé à la présente convention.

MISSIONS DE LA PRÉFECTURE

- Elle est informée par SNCF du souhait de mise en œuvre de la convention par téléphone et par un mail de confirmation (annexe 2).
- Elle désigne la ou les AASC et/ou le SDIS à solliciter par SNCF Réseau.
- Elle peut informer la DIPN ou le groupement de gendarmerie.
- Elle peut informer le maire de la commune concernée.
- Elle peut informer la direction départementale des territoires / le conseil départemental.
- Elle confirme le déclenchement de la présente convention par retour de courriel

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RÉSEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

MISSIONS DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DE SÉCURITÉ CIVILE CONVENTIONNÉES

- Il est rappelé que lors d'une intervention dans le cadre de la présente convention, les intervenants des associations agréées de sécurité civile ne devront pénétrer dans les emprises SNCF qu'après y avoir été autorisés par un correspondant local SNCF.
- Les intervenants adapteront leur dispositif en fonction de la situation rencontrée afin d'assurer les missions suivantes :
 - rassurer par leur présence les voyageurs placés dans une situation inconfortable (voyageurs dans l'obscurité ou dans de mauvaises conditions de température suite à défaillance du système d'énergie) ;
 - se porter en assistance en particulier auprès de personnes les plus vulnérables (enfants en bas âge, femmes enceintes, malades, personnes à mobilité réduite...) et dont la présence à bord du train aura été signalée au moment de la formulation de la demande d'application de la présente convention ;
 - aider, lorsque la décision aura été prise par SNCF, aux opérations de transbordement ou d'évacuation des voyageurs ;
 - fournir une aide technique en cas de besoin et en fonction de l'utilisation de leurs équipements habituels d'intervention ;
 - contribuer à la distribution de boissons, de vivres, de couvertures ou de tout élément de confort mis à disposition par les entreprises ferroviaires sollicitantes.

MISSIONS DU SDIS

- Il est rappelé que lors d'une intervention dans le cadre de la présente convention, les sapeurs-pompiers ne devront pénétrer dans les emprises SNCF qu'après y avoir été autorisés par un correspondant local SNCF.
- Le SDIS, après sollicitation du DTO SNCF, engagera les moyens qu'il jugera nécessaire en fonction de la situation rencontrée afin d'assurer les missions suivantes :
 - apporter l'expertise sur les besoins formulés par le correspondant local SNCF ;
 - rassurer par la présence des sapeurs-pompiers les voyageurs placés dans une situation inconfortable (voyageurs dans l'obscurité ou dans de mauvaises conditions de température suite à défaillance du système d'énergie) ;
 - se porter en assistance en particulier auprès de personnes les plus vulnérables (enfants en bas âge, femmes enceintes, malades, personnes à mobilité réduite...);
 - fournir un appui technique avec l'utilisation d'équipements habituels d'intervention.
 - aider, lorsque la décision aura été prise par SNCF, aux opérations de transbordement des voyageurs ;
- Le SDIS participera au point de situation avec le correspondant local SNCF lors de l'arrivée de l'association agréée de sécurité civile désignée afin de déterminer les missions et moyens nécessaires. Le SDIS pourra alors se désengager en tout ou partie.

Le SDIS tient également informée la préfecture du déroulement de l'intervention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

En cas de carence des associations agréées de sécurité civile, il peut être sollicité, après accord de la préfecture, pour assurer des missions d'assistance sous réserve des possibilités liées à l'activité opérationnelle.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Annexe 4 : Grille tarifaire du SDIS d'Eure-et-Loir

2 – Interventions diverses

Les interventions diverses présentant le caractère de service rendu par les sapeurs-pompiers seront facturées à l'heure.

a) Frais de personnel, par heure non fractionnée

- Taux horaire correspondant au grade des intervenants, au taux en vigueur selon la période (jour, dimanche et nuit)

b) Frais de matériel, par heure

- VL, motopompe, embarcation53,00 €
- VSAV, VTU63,00 €
- Engin porteur d'eau73,00 €
- Engins spéciaux (EPA, CCMC...)84,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

Annexe 5 : Grille tarifaire de l'ADPC d'Eure-et-Loir (extrait de la convention cadre nationale FNPC – 2021)

OBJET	PRIX UNIQUE	COMMENTAIRE
Véhicule léger	120,00€	Par journée d'intervention
Véhicule de transport (personnel ou matériel)	190,00€	Par journée d'intervention
Véhicule de Premiers Secours à Personne (VPSP)	350,00€	Par journée d'intervention
Tente (-25m ²)	80,00€	Par journée d'intervention
Tente (+25m ²)	160,00€	Par journée d'intervention
Lits picots	8,00€	Par journée d'intervention
Couverture à usage unique	7,00€	Par journée d'intervention
Personnel (Cadres opérationnels, secouristes, logisticiens administratifs et techniques)	13,00€	Par heure et par personnel
Frais kilométriques	0,52€	Par kilomètre parcouru
Péages	Frais réels	
Repas des secouristes	30,00€	Par jour et par secouriste s'ils ne sont pas fournis
Minimum d'engagement	440,00 €	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

Annexe 6 : Grille tarifaire de la Croix-Rouge Française d'Eure-et-Loir

OBJET	PRIX UNIQUE	COMMENTAIRE
Centre d'accueil d'impliqués	4.16€	Par personne
Véhicule de transport (personnel ou matériel)	100.00€	Par journée d'intervention
Véhicule de Premiers Secours à Personne (VPSP)	150,00€	Par vacation de 4h00
Centre d'hébergement d'urgence	10.00€	Par personne
Personnel (Cadres opérationnels, secouristes, logisticiens administratifs et techniques)	13,00€	Par vacation de 4h00 et par personnel
Frais kilométriques	0,64€	Par kilomètre parcouru
Péages	Frais réels	
Repas des secouristes	18.00€	Par secouriste
Minimum d'engagement	440,00 €	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024

Publication : 17/06/2024

Diffusible SNGE RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

Annexe 7 : Grille tarifaire de l'UDIOM d'Eure-et-Loir

OBJET	PRIX	COMMENTAIRE
Véhicule de transport (personnel ou matériel)	100.00€	Par journée d'intervention
Véhicule de Premiers Secours à Personne (VPSP)	150,00€	Par vacation de 4h00
Centre d'accueil d'impliqués	4.16€	Par personne accueillie
Tente (-25 m ²)	70,00€	Par journée d'intervention
Tente (+25m ²)	170,00€	Par journée d'intervention
Lits picots	8,00€	Par journée d'intervention
Matériel consommable type couverture de survie, etc.	Remboursement sur facture de remplacement	Par journée d'intervention
Personnel (Cadres opérationnels, secouristes, logisticiens administratifs et techniques)	13,00€	Par personne et par vacation de 4h00
Frais kilométriques	0,52€	Par kilomètre parcouru
Péages	Frais réels	
Repas des secouristes	30.00€	Par jour/secouriste s'ils ne sont pas fournis
Minimum d'engagement		440,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RESEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

Annexe 8 : Annuaire

Acteur	Téléphone	Mail
SNCF RÉSEAU DTO Centre-Limousin	06 13 42 72 21	tr.eic.centre@sncf.fr
SNCF RÉSEAU DTO Paris-Sud-Est	07.87.32.29.67	pse.dto@sncf.fr
SNCF RÉSEAU DTO Paris-Sud-Ouest	06.03.42.17.41	pso.dto@sncf.fr
PRÉFECTURE d'Eure-Et-Loir	06.86.00.12.77 (numéro astreinte 24/24h - 7j/7)	pref-defense-protection-civile@eure-et-loir.gouv.fr
SDIS 28	02.37.33.32.35	codis28@sdis28.fr
ADPC 28	06.63.56.91.60	operationnel@protectioncivile28.org
UDIOM 28	06.08.92.58.21	udiom28@ordredemaltefrance.org
CROIX-ROUGE 28	06.72.26.62.37	dtus28@croix-rouge.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-282800366-20240614-B_2024_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/06/2024
Publication : 17/06/2024

Diffusible SNCF RÉSEAU
Pour l'autorité compétente par délégation

